

fórum sOCial teMÁTiCo

cRISE CaPITALista, juStiÇA sOCiaL e AMBieNTal



Porto Alegre e Região Metropolitana/RS Brasil
24 a 29 janeiro 2012

Forum Social thématique

Crise capitaliste, justice sociale
et environnementale

Grande Porto Alegre, du 24 au 29 janvier 2012

en préparation du Sommet des peuples Rio+20

Porto Alegre e Região Metropolitana

La convergence des crises génère une crise de civilisation

Rio+20 : une opportunité ? L'escalade de la deuxième phase de la crise économique capitaliste – désormais centrée en Europe, mais qui atteint tous les pays centraux – amplifie les effets sociaux pervers de la grave récession qui a commencé en 2008. Dans le même temps, le soutien de la croissance continue en Chine et dans les autres pays émergents demande de plus en plus de ressources naturelles. Les deux processus exercent un lourd impact sur la crise mondiale de l'environnement et approfondissent les inégalités sociales, ce qui donne lieu à de nouvelles crises humanitaires. Toutes ces crises exigent des réponses urgentes qu'aucun gouvernement n'est en mesure d'offrir. Toutes exigent une réforme majeure du système économique, social, culturel et politique en vigueur, c'est-à-dire, du capitalisme mondial et de ses institutions. Dans l'ensemble, ces épisodes configurent une crise de civilisation qui entraîne avec elle le sort de milliards d'êtres humains.

Nous avons aujourd'hui la possibilité de nous réunir dans un forum mondial où ces problèmes pourront être discutés et où des solutions pourront être trouvées s'il y a une volonté politique dans ce sens des dirigeants des principales nations : **la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)**, qui se tiendra à Rio de Janeiro du 26 mai au 6 juin 2012. Cette réunion s'associe au symbolisme des vingt ans de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (Rio 92) et du cycle de conférences qui a suivi, dans lequel nous avons pris pleine conscience que le monde avait d'énormes problèmes structurels qui s'étaient accumulés et lors duquel des propositions de changement ont été présentées.

Mais les dirigeants des grands pays du Nord et du Sud ne pourront probablement pas profiter de cette occasion car ils sont occupés à maintenir la croissance la plus élevée possible ou à préserver la santé des capitaux spéculatifs, des banques et des spéculateurs. Les multiples crises auxquelles la société mondiale est confrontée (crise climatique, alimentaire, des conditions de vie et des valeurs politiques et éthiques), sont souvent considérées comme des problèmes accessoires par ces dirigeants. Nous ne pouvons rien attendre d'eux ni des forces qui le soutiennent, car elles sont de plus en plus insensibles au sort de l'humanité.

Des changements auront certainement lieu, mais ils doivent être ascendants et se baser sur le rôle protagoniste que la société civile doit jouer.

« Émergents » et « développés »: dynamiques et rythmes inégaux. Dans la dynamique actuelle du pouvoir mondial, contrôlée par les intérêts des grandes sociétés, des pays « développés » et des pays « émergents », il n'existe pas de volonté réelle de mettre en péril le « commerce du développement ». Pourtant un immense changement dans la géopolitique mondiale s'est produit. Le capitalisme mondial fonctionne actuellement à deux vitesses, avec ce qui semble être une contradiction entre la dynamique de l'accumulation dans les pays centraux et les pays dits « émergents », posant ainsi de nouveaux problèmes pour la transformation sociale.

D'une part, les pays riches sont touchés par la stagnation et par la crise, mais dans la mesure où les sociétés accumulent des fonds, le profit des spéculateurs est garanti tandis que la majorité de la population est confrontée à des politiques d'austérité, au chômage massif, à l'inégalité croissante et à la montée de courants et d'initiatives politiques de droite, telles que les groupes racistes du *Tea Party* aux Etats-Unis et les courants xénophobes en Europe.

D'autre part, les économies des grands pays « émergents » continuent à se développer dans le cadre du capitalisme mondial. L'euphorie de leur croissance, célébrée par la majorité, révèle une méconnaissance complète des problèmes qui nous attendent. La crise de la « créativité financière » du néolibéralisme a stimulé la renaissance du développementalisme. Des millions de gens en Asie et en Amérique latine voient leurs conditions de vie s'améliorer dans la mesure où ils peuvent consommer un peu plus qu'auparavant, bien que presque partout les inégalités sociales augmentent aussi. L'expansion économique se fait par le biais de l'approfondissement des contradictions du capitalisme : l'inégalité et la concentration des revenus, la surexploitation et la précarité de l'emploi, la dégradation de l'environnement, la concentration de la propriété foncière, la croissance des bidonvilles et la précarité des services sociaux. Toutefois, l'impact des améliorations mineures a prévalu sur la perception de ces contradictions, et la logique du « tout va bien » entrave la construction d'un projet contre-hégémonique.

Ainsi, trois ans après la pire crise économique depuis 1929, trois ans après la très forte augmentation des prix des *commodities* et des denrées alimentaires à cause de la spéculation réalisée par les géants de la finance, quatre ans après que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ait averti de l'urgence de la transition vers une *économie à bas carbone*, tous ces problèmes pèsent de plus en plus lourd, et les pouvoirs en place ne sont concernés que par la préservation du *statu quo*. Aucune leçon n'a été apprise, aucun changement structurel n'a eu lieu, ce qui fait que les impasses s'accumulent dans une logique suicidaire.

Absence de paradigmes alternatifs et fragmentation. En l'absence d'un autre paradigme de civilisation s'opposant à la machine capitaliste, celle-ci évolue avec les mêmes objectifs et la même logique de toujours : expansion croissante, développement des exportations et des importations, augmentation de la production et de la consommation de biens industriels, et création et utilisation de services de plus en plus sophistiqués et accessibles à davantage d'individus, tout cela à l'intérieur d'un système économique qui entre en crise chaque fois qu'il ne

parvient pas à une croissance de 3% par an et à assurer la rentabilité du capital. Dans la mesure où des centaines de millions de personnes entrent dans la société de consommation de masse et convoitent le mode de vie que le capitalisme américain a exporté comme un idéal de bonheur (puisqu'ils ont grandi dans la logique de l'obsolescence planifiée, de l'usage privé, du gaspillage et du jetable), une quantité croissante de biens ostentatoires devient nécessaire. Ces personnes consomment de plus en plus de ressources : énergie, matières premières, produits alimentaires et services environnementaux. Par conséquent, cette croissance annonce de futures crises de combustibles, de matières premières et d'aliments, et aggrave les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. Face à ces crises, le capital ne répond qu'avec la promesse illusoire que les innovations technologiques permettront de résoudre tous les problèmes. Pour s'assurer qu'aucune menace contre le système ne puisse prospérer, la démocratie est corrompue ou, le cas échéant, abolie, par le pouvoir de l'argent.

Dans de nombreux pays du monde, les citoyennes et les citoyens indignés se révoltent contre ce système, dans le monde arabe et en Europe, dans les rues de l'*Abya Yala*, dans les villes et dans les forêts du Brésil. Mais la dynamique des forces anti-systémiques est encore très fragmentée, hétérogène, inégale et désarticulée, autant entre les continents qu'entre les pays d'une même région. Il n'existe pas encore l'interaction nécessaire pour que ces forces diverses deviennent un grand mouvement articulé et irréversible.

Rio+20 des peuples et le processus du Forum Social Mondial

La rencontre des peuples. Le symbolisme associé à la conférence Rio+20 représente, malgré la dévalorisation des négociations dans le cadre de l'ONU, la

possibilité pour la société civile de se réunir, de faire des propositions et d'organiser sa lutte. En outre, elle offre l'occasion de présenter un autre paradigme économique, social et politique dans lequel les graves problèmes qui s'accumulent dans cette crise de la civilisation peuvent être confrontés et finalement surmontés. Un paradigme capable de renforcer les mouvements qui s'opposent au système et d'être à son tour renforcé et développé par ces derniers.

C'est dans ce sens que le Comité facilitateur de la société civile brésilienne pour Rio+20 appelle les organisations de la société civile et les mouvements sociaux et populaires du monde entier à participer à un processus qui s'achèvera en juin 2012 avec l'événement autonome et pluriel *provisoirement* nommé **Sommet des peuples Rio+20 pour la justice sociale et environnementale**, qui aura lieu en parallèle à la Conférence officielle.

Comme le déclare l'invitation à participer à la rencontre : « **Venez réinventer le monde à Rio+20** »

L'événement politique promu par Rio+20 est une occasion unique de « réinventer le monde » en suggérant des issues possibles du modèle appliqué actuellement. Mais, à en juger par l'action des acteurs hégémoniques du système international et par la médiocrité des accords internationaux négociés ces dernières années, ses fausses solutions et la négligence concernant la mise en œuvre de principes déjà convenus à Rio 92, nous pensons que nous ne devons pas nous abstenir de chercher à influencer leurs actions. Nous ne devrions pas non plus nous faire des illusions sur la possibilité que cette approche relance un cycle vertueux de négociations et d'engagements significatifs pour affronter les graves problèmes qui mettent en péril l'humanité et la vie sur la planète en général.

Nous entendons que l'agenda nécessaire pour parvenir à une gouvernance mondiale démocratique présuppose la fin de l'état actuel de capture des espaces multilatéraux par les grandes entreprises. Un changement ne peut venir que de l'intervention des acteurs sociaux les

plus divers : des réseaux et des organisations non gouvernementales et des mouvements sociaux appartenant à différents secteurs, y compris les écologistes, les travailleurs urbains et ruraux, les femmes, les jeunes, les mouvements populaires, les peuples autochtones, les groupes ethniques discriminés, les partisans de l'économie solidaire, etc. Nous devons construire un nouveau paradigme d'organisation sociale, économique et politique qui rende ces interventions plus efficaces – en s'appuyant sur l'expérience des luttes réelles de ces secteurs et sur le fait qu'existent déjà les conditions matérielles et technologiques nécessaires pour que des nouvelles formes de production, de consommation et d'organisation soient établies.

Pour les acteurs et les actrices du processus du FSM cela représente une occasion unique d'approfondir le débat et la lutte pour cet autre monde que nous cherchons à construire et promouvoir la construction d'alternatives durables et populaires. Cette rencontre aidera les acteurs et les mouvements qui résistent à la mondialisation néolibérale à construire un horizon de dépassement systémique de l'ordre capitaliste.

Le rôle du processus du FSM. Le processus du Forum Social Mondial discuté à Belém en 2009 et à nouveau à Dakar en 2011, et les principaux défis d'une civilisation mondiale en crise (vue autant dans le sens de « crise » que d'opportunités) que nous devons relever. Nous avons examiné avec plus de détails les éléments du nouvel agenda politique que les acteurs du processus du FSM ont mis en exergue tout au long de ces dernières années : la défense des biens communs et le libre accès aux connaissances et à la culture, l'importance de la priorisation de la durabilité sociale et environnementale dans tout projet alternatif, l'économie du bien-être et de la gratuité, la quête du bien-être comme objectif vital, l'organisation du pouvoir politique dans des modèles multinationaux basés sur la démocratie participative, la relation entre les droits et les responsabilités collectives et la réorganisation géopolitique mondiale, et les problèmes de gouvernance que cela entraîne, entre autres éléments constituant un agenda

ample mais non exhaustif. Cette discussion a été accompagnée par de nombreux débats et dialogues et d'autres propositions ont été faites pendant la réunion.

Avec l'opportunité présentée par le *Sommet des peuples Rio+20 pour la justice sociale et environnementale*, nous pensons que le processus du FSM a un rôle important pour préparer cette mobilisation et consolider son programme à travers l'organisation d'un Forum Social thématique à Porto Alegre entre le 24 et le 29 janvier 2012. Il s'agira d'un forum pour débattre de la crise et des mesures d'urgence qui doivent être adoptées pour assurer la survie et le bien-être de centaines de millions de personnes; pour explorer les chemins vers l'affirmation de paradigmes alternatifs à la civilisation industrielle, productiviste et consumériste et de l'agenda des transformations sociales nécessaires pour les mettre en oeuvre; et pour approfondir les liens entre les acteurs et les actrices engagés dans cet agenda, pour les mobiliser vers l'action, pour encourager leur convergence et pour contribuer à leur participation effective au Sommet des peuples.

Nous pensons que cette initiative est cruciale – dans le contexte des protestations contre le G20 qui ont eu lieu en novembre à Paris et des activités programmées par la société civile à l'occasion de la COP 17 à Durban, Afrique du Sud, vers la fin 2011 – pour consolider notre mouvement et renforcer la préparation du Sommet des peuples Rio+20.

La méthodologie du Forum thématique

Le groupe de réflexion et de soutien au Forum Social mondial (GRAP-FSM) et le Comité gaúcho organisateur du FST lancent ici la proposition initiale du processus, qui doit être complétée lors du séminaire international du 22 au 23 octobre, en

interaction avec les réseaux qui ont assumé la responsabilité de sa mise en œuvre.

Nous pensons que la méthodologie d'un Forum Social thématique (FST) capable de soutenir le processus préparatoire des activités de la société civile à l'occasion de Rio+20 devrait être différente de celle des forums structurés sur des activités auto-organisées avec une thématique libre. Pour pouvoir remplir efficacement ce rôle, le forum devra – sans sous-estimer sa place comme lieu d'expression du pluralisme et de la diversité de positions qui s'opposent à la mondialisation néolibérale et proposent un monde différent – mettre l'accent sur l'agenda qui pourra être discuté à Rio+20 et sur les objectifs fixés par le Sommet des peuples afin de renforcer les processus qui y sont promus.

Les trois secteurs du FST. À cet égard, le Forum devrait être divisé en trois secteurs comprenant trois types d'activités : les activités auto-organisées et librement menées par les organisations qui les promeuvent avec un agenda favorisant le dialogue avec le FST ; les activités auto-organisées autour de groupes thématiques et de questions stratégiques articulées entre elles et avec les organisateurs du Forum; et les activités préparatoires spécifiques pour le Sommet des Peuples Rio +20.

Notre objectif est toujours, en conformité avec la Charte de principes du FSM, d'établir un espace autonome de discussion face aux institutions internationales, aux grandes sociétés capitalistes et aux pouvoirs nationaux. Un cadre pluriel qui mette en valeur la diversité de la société civile mondiale et la transforme en une force politique importante en encourageant les convergences et les agendas communs. Nous cherchons à intégrer dans notre processus la force, l'énergie et l'initiative de milliers d'organisations et de mouvements. Pour cela, le point de départ doit être l'expérience réelle des sociétés, tant en ce qui concerne leur activité autonome que dans leur capacité à converger avec d'autres acteurs.

La méthodologie utilisée pour les activités librement organisées par ceux qui les ont proposées – **le premier secteur du FST** – fait déjà partie du patrimoine du processus du FSM, et ces activités peuvent avoir lieu à Porto Alegre en 2012, inscrites à partir des axes établis à l’occasion du dernier FSM tenu à Dakar. Elles seront distribuées dans les multiples domaines où aura lieu le FST 2012 comme résultat de la combinaison entre les territoires et les thèmes accordée par le comité organisateur gaúcho.

Mais il va falloir innover dans les deuxième et troisième secteurs.

Ainsi, nous proposons d’organiser des **groupes thématiques mobilisateurs dans le deuxième secteur du FST** – conçus selon un processus qui puisse accueillir la multiplicité des expériences et des contributions des divers sujets sociaux, mais maintenant autour de thèmes amples et mobilisateurs qui permettront de rassembler des acteurs provenant de divers mouvements.

À partir de ce séminaire de méthodologie, commencera la création de groupes thématiques autour des sujets mobilisateurs liés au thème « Crise capitaliste, justice sociale et environnementale » qui seraient auto-organisés mais fonctionneraient de façon collective et inclusive en dialogue avec les organisateurs du FST.

Une condition préalable à l’établissement d’un groupe thématique réside dans sa relation avec **l’agenda global des transformations pour la durabilité et la justice sociale et environnementale**.

Une seconde condition est l’existence d’un ou de plusieurs réseaux ou organisations susceptibles de faciliter politiquement et fonctionnellement les débats, de stimuler leur expansion et, dans une étape ultérieure, d’aider à systématiser les discussions entamées dans nos forums électroniques. La condition d’animateur ou animatrice du groupe thématique d’une organisation ou d’un mouvement n’implique pas la prise d’une position particulière dans le débat, mais la responsabilité d’avoir à qualifier le travail des groupes.

Une troisième condition est que les groupes construisent une portée internationale et puissent débattre et formuler des propositions dans les langues de ses participants.

Programme minimum commun des groupes thématiques et questions transversales. Nous proposons également que tous les groupes thématiques travaillent sur des thèmes spécifiques avec un programme minimum les amenant à :

- Limiter la problématique aux défis posés par la conjoncture et par la Déclaration Rio +20.
- Identifier les causes structurelles qui affectent la problématique.
- Évaluer les mécanismes de reproduction des conceptions existantes.
- Présenter les alternatives existantes et leur insertion dans un programme de transition.
- Identifier, planifier et renforcer les campagnes et les propositions d'action qui y conduisent.
- Promouvoir le dialogue et la convergence avec d'autres thématiques et d'autres acteurs.

En complément, un séminaire international sur la méthodologie devrait – en conformité avec le Comité facilitateur de la société civile pour Rio+20 – aider à construire certains enjeux stratégiques transversaux sous la forme de questions activant les débats et les convergences entre les groupes thématiques dans une perspective stratégique de dépassement du modèle actuel et d'affirmation d'un nouveau paradigme de civilisation.

Promouvoir des initiatives importantes dans le troisième secteur. L'agenda de Rio+20 est associé au symbolisme de vingt ans de lutte pour préserver la planète et garantir les droits des peuples et des populations. Dans l'échange d'idées et dans la construction d'une contre hégémonie, nous devrions chercher à exploiter

une gamme d'activités et d'initiatives pour le Sommet des peuples qui nous aident à accomplir ces objectifs. Si nous parvenons à déclencher des processus de type « boule de neige », ces actions pourraient même exercer un impact sur les négociations officielles.

Trois conventions internationales ont été signées et publiées en 1992, ce sont les conventions sur le climat, la biodiversité et la désertification, outre l'Agenda 21. Le bilan de ces initiatives faisait initialement partie du programme officiel de Rio+20, mais cela a été retiré parce que l'évaluation de leur accomplissement par les États signataires montre que le résultat est très décevant. Il est important pour la société civile d'effectuer sa propre évaluation de la signification et du respect de ces conventions. Il faut signaler qu'en 1992 des accords entre les ONG sur lesquels nous devrions revenir à l'heure actuelle ont été également signés.

De nouvelles conventions sont en cours de rédaction ou proposées dans les coulisses du système des Nations Unies. Dans ce sens, nous voulons faire du FST et du Sommet des peuples des espaces pour qu'elles puissent être librement débattues.

Des initiatives spécifiques pour Rio+20 sont actuellement préparées par les peuples autochtones et d'autres secteurs qui devraient être en mesure d'utiliser l'espace du FST pour renforcer leur organisation.

Il existe également des propositions qui reprennent et développent les initiatives précédentes, telles que le Protocole de la Terre et la Charte de la Terre. Il y a aussi des initiatives proposant la réalisation de journées d'action globale lors de Rio+20 qui peuvent et doivent être articulées à l'occasion du Forum. En outre, l'organisation de campagnes exhaustives qui seront lancées à l'occasion de Rio+20 devrait trouver dans le FST un terrain fertile pour leur discussion et leur préparation.

Nous devons également développer des initiatives pour mobiliser les communautés universitaires, scientifiques, artistiques et religieuses à s'engager dans le processus de la société civile à l'occasion de Rio+20.

Enfin, nous devons sélectionner des personnes publiquement reconnues capables de transmettre de façon didactique à tous les participants du FST le sens général du débat mené au sein des groupes thématiques et des initiatives spécifiques.

Dans tous les cas, nous devons concevoir une vision stratégique pour nous organiser sur un horizon de plusieurs années, dans la ligne de Rio+20, où les initiatives qui en découlent puissent être mises en œuvre et reprises dans un nouvel équilibre des forces mondiales.

Organisation du processus. Pour que ce processus de discussion puisse avoir lieu à partir d'octobre, les organisateurs du FST devront fournir une plateforme électronique de travail aux groupes thématiques et aux initiatives spécifiques, capable de permettre la coordination et le croisement transversal de l'ensemble des débats jusqu'au mois de janvier.

Les réseaux facilitateurs des groupes thématiques et des initiatives spécifiques de Rio+20 devraient faire parvenir des textes de base à tous les participants du processus au mois octobre afin qu'ils puissent les débattre dans leurs groupes.

Les représentants des groupes thématiques et des initiatives spécifiques qui seront constitués jusqu'à la mi-octobre 2011 se rencontreront **les 22 et 23 octobre, dans un Séminaire international sur la méthodologie** afin d'accorder la méthodologie définitive que l'on appliquera pour l'ensemble du processus.

En outre, ce Séminaire international sur la méthodologie doit – toujours en accord avec le Comité facilitateur de la société civile pour Rio+20 – définir les enjeux stratégiques transversaux qui animeront les discussions et les convergences entre les groupes thématiques, dans une perspective stratégique de dépassement du modèle actuel et d'affirmation d'un nouveau paradigme de civilisation.

Le séminaire devrait également définir la façon de systématiser le travail, après janvier, en préparation de la prochaine réunion à Rio de Janeiro.

Nous croyons que le Forum Social Thématique de janvier peut donc être l'occasion pour un grand nombre de mouvements et d'organisations de faire une première synthèse de leurs travaux et de s'articuler pour la grande réunion de la société civile mondiale qui se tiendra entre mai et juin à Rio de Janeiro.

Des mesures immédiates. Avec ce document, nous ouvrons le processus du FST à travers le lancement de **Groupes thématiques** (le deuxième secteur mentionné plus haut). Ces groupes doivent aborder des questions liées à l'agenda du FST, et ses membres doivent être capables de faciliter et de fournir un soutien opérationnel au débat en portugais, en espagnol, en anglais et en français, étant donné que les groupes doivent avoir une portée internationale. Les entités et les réseaux qui souhaitent soumettre des propositions peuvent le faire en envoyant un courriel à **grupostematicosfst@gmail.com** en indiquant le sujet, les organisations qui font la proposition, les noms, les adresses, les courriels et les numéros de téléphones (personnel et professionnel) des personnes responsables de l'animation du processus.

Dans ce premier moment nous chercherons à aider ces groupes à établir une dynamique de discussion et à construire, jusqu'au Séminaire international qui se tiendra le 22 et le 23 octobre, un premier cadre conceptuel capable de systématiser le débat et l'expansion ultérieure des groupes thématiques. À partir du séminaire, ce débat doit être accessible à tous ceux qui se sont inscrits dans les quatre langues de la FST et dans les GT grâce à une plateforme électronique et à une page wiki pour la création de documents – si cela est l'outil choisi pour orienter les discussions du groupe.

Les entités et les réseaux qui souhaitent organiser des initiatives et des propositions dans le troisième secteur mentionné ci-dessus peuvent également les proposer par courriel à l'adresse grupostematicosfst@gmail.com en précisant le nom de l'entité, et utiliser la plateforme électronique pour les organiser. Notre but

est de faire une première systématisation de ces propositions lors du séminaire qui se tiendra le 22 et le 23 octobre.

Le GRAP et le Comité Organisateur Gaúcho